

Des femmes et des stratégies familiales en situation de paupérisation

Michèle Vatz Laaroussi

Volume 7, numéro 1, 1994

Familles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057770ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057770ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laaroussi, M. V. (1994). Des femmes et des stratégies familiales en situation de paupérisation. *Recherches féministes*, 7(1), 59–72.
<https://doi.org/10.7202/057770ar>

Résumé de l'article

Deux recherches faites en France démontrent qu'en situation de paupérisation des femmes au foyer mettent en oeuvre, à partir de leurs savoir-faire quotidiens, des stratégies de survie. Elles vont alors montrer la voie au conjoint qui, hors de ses repères masculins traditionnels, va se trouver en situation d'apprentissage. Les femmes élargissent leurs réseaux, réutilisent leurs références spatio-temporelles, mettent en pratique des valeurs comme la gratuité, la polyvalence et la multiactivité. Ces valeurs et ces savoirs deviennent alors des références familiales visant à la survie économique et sociale.

Des femmes et des stratégies familiales en situation de paupérisation

Michèle Vatz Laaroussi

L'étude historique de la visibilité des femmes en situation de crise sociale (guerres, famines, révolutions et dictatures) démontre que, dans de nombreux contextes et dans différentes cultures, quels que soient les rapports de forces dans lesquels elles s'inscrivent, les femmes passent alors au premier rang, celui de la médiatisation et du pouvoir visible. Ainsi, diverses études en France (Segalen 1984), en Algérie (Mince 1980), au Maroc (Knibiehler *et al.* 1992), en territoires palestiniens (Sale 1987) et en Amérique latine décrivent des femmes qui prennent les armes et le maquis pour défendre à la fois leur pays, leur peuple et leur famille, des femmes qui marquent, par leur position et leur courage, la résistance à l'oppression, des femmes qui, dans des guerres sans fin, continuent à maintenir par leur voix, leur présence, leur acharnement et leur conviction, l'estime de soi et la croyance en l'avenir de familles et de peuples déchirés.

Mais il est aussi notable qu'une fois la situation de crise passée les femmes rangent leurs armes et se désaisissent du pouvoir légitime qu'elles avaient pris. Elles retrouvent les seconds rôles, les stratégies de l'informel, de la suggestion et de la médiation, stratégies alors renforcées, raffermies par ces trajectoires qui les ont mises, un temps, sous le feu des projecteurs.

Nous nous intéresserons dans le présent article à un autre type de crise qui touche les sociétés occidentales : la récession, la crise économique, celle qui entraîne la paupérisation de tout un pan de la population et, par là même, son exclusion des mécanismes habituels de reconnaissance sociale. En effet, la force des femmes en situation extrême nous amène à poser l'hypothèse qu'*elles vont, dans la précarité et la récession économique, faire évoluer leurs rôles et fonctions à la fois dans la famille et dans la société.* Il s'agit alors de démontrer comment les femmes vont utiliser les contraintes économiques pour mettre en œuvre des *stratégies individuelles et collectives de légitimation sociale* pour elles-mêmes, pour leur famille et pour leur groupe social.

Nous avons la conviction que, comme le démontre Camilleri (1992), le changement sur le plan des représentations suit souvent de loin celui qui intervient sur le plan des pratiques et, reprenant en cela Crozier (1980), nous pensons que la situation économique actuelle, si elle renforce les rapports entre les groupes dominants/dominés, exploités/exploités, riches/pauvres, ne réduit pas pour autant les marges d'incertitude et de liberté des différents acteurs et actrices ; elle contraint cependant ceux et celles qui sont exclus du système à réorganiser leur action dans ces zones et à restructurer ces espaces d'exclusion en espaces de liberté et d'innovation. Les femmes, vivant la double contrainte de leur statut sexuel et socio-économique, pourraient alors, dans la gestion de leurs dépendances (ce que Bouquet (1992) appelle l'autonomie) gagner à la fois en visibilité et en reconnaissance sociale.

Deux recherches sur les familles et la pauvreté

Nous défendrons notre approche à travers deux recherches effectuées en France avec des populations en situation de grande précarité économique : l'une auprès de familles de chômeurs de longue durée (1988), l'autre sur les 200 premiers contrats d'insertion passés dans le cadre de la *Loi sur le revenu minimum d'insertion* dans la région centre de France (1990, 1991).

Notre première recherche a été menée auprès d'une population de famille vivant à Tours, ville de province française, dans un quartier de HLM considéré comme très défavorisé. Nous avons, par l'intermédiaire des services sociaux du quartier, sélectionné un échantillon de 28 familles biparentales dont le père vivait une situation de chômage de longue durée (plus de un an). L'objectif de notre recherche était de comprendre les nouvelles dynamiques familiales et sociales qui s'installaient dans ces situations de précarité économique et de chômage. Privilégiant l'approche relativiste, nous posions l'hypothèse que ces familles exclues continuaient à être des actrices sociales et nous souhaitions explorer les modalités de ces dynamiques tant pour les entités familiales que pour les individus, hommes, femmes et enfants, les composant. Nous élaborions dès lors une rupture nette avec les analyses traditionnelles de l'impact du chômage sur les familles. Il a en effet largement été démontré que la situation de chômage avait des effets négatifs, voire pathologiques, tant sur les individus que sur les groupes familiaux : conséquences économiques de paupérisation (Gouguet 1992), effets sociaux d'exclusion (Lenoir 1980), augmentation du taux de divorce dans la seconde année qui suit le chômage masculin (ATD quart monde 1986), accroissement des taux d'itinérance, de suicide chez les adultes (Rapport interministériel d'évaluation pour le revenu minimum d'insertion 1988) et du risque de décrochage scolaire et social chez les jeunes de ces familles (Bouchard 1991).

Ces risques et conséquences étant mesurés, il nous paraissait dès lors pertinent de comprendre comment certaines familles « survivaient » à cette situation. Le concept de stratégie devient alors essentiel et nous l'utiliserons tout au long du présent texte selon la définition suivante : « résultat de l'élaboration individuelle et collective des acteurs, exprimant dans sa mouvance, les ajustements opérés au jour le jour en fonction de la variation des situations et des enjeux qu'elles suscitent, c'est-à-dire des finalités exprimées par les acteurs et des ressources et contraintes de ceux-ci ». (Camilleri 1990). Afin de comprendre ces stratégies individuelles et familiales de survie, une méthodologie qualitative a été élaborée à travers trois techniques : l'analyse de contenu des dossiers sociaux de ces familles, des récits de vie avec les deux membres de chacun des 28 couples, l'observation participante sur différents lieux de vie collective du quartier (magasins, salles d'attente des services publics et associatifs, terrains de boules et de jeux pour enfants, sorties d'écoles, cafés, etc.). Les corrélations établies entre les résultats ainsi obtenus nous ont dès lors permis d'élaborer d'abord des trajectoires familiales tenant compte des trajectoires individuelles, puis des profils types de familles pour en arriver à dégager trois grandes stratégies familiales. Dans le présent texte, nous situons de manière plus précise les rôles des femmes dans ces stratégies, utilisant pour cela tout le matériel de la recherche. Précisons enfin que, pour ces 28 familles, l'âge des deux membres du couple se situe entre 30 et 50 ans, que ces familles ont entre deux et huit enfants et dépassent très largement sur ce plan la moyenne

française, que tous les sujets sont de nationalité française et que, sur le plan socioprofessionnel, les hommes sont tous ouvriers ou non qualifiés et les femmes, sans emploi et pour la majorité sans qualification au moment du chômage du conjoint.

La seconde recherche est quantitative et vise à percevoir les priorités des 200 premiers contrats d'insertion passés dans la région centre (six départements) dans le cadre de la *Loi sur le revenu minimum d'insertion*. Votée en 1988, cette loi instaure le versement d'un revenu minimum aux personnes les plus démunies en y ajoutant la notion de contrat d'insertion : dans les trois mois qui suivent la réception de leur premier versement, les individus, ou les familles, bénéficiaires de ce revenu doivent signer un contrat dans lequel ils s'engagent à mettre en œuvre un plan d'insertion sociale, la société s'engageant en contrepartie à leur fournir des moyens pour cette insertion. Il est essentiel de noter que l'insertion peut s'effectuer dans différents domaines : le logement, la santé, le travail, la formation ou encore l'autonomie sociale, et que le contrat implique donc des partenaires très diversifiés. Finalement, en cas de non-respect du contrat et si les réajustements paraissent impossibles, l'individu, ou la famille, se voit privé de l'allocation financière. Dans le cadre de la présente étude, nous utiliserons les résultats de cette recherche pour percevoir les priorités favorisées : travail ou reconnaissance sociale, à travers les objectifs et moyens exprimés mais aussi à travers les personnes visées (hommes, femmes ou enfants) dans les contrats familiaux. Enfin, en plus de ces résultats de recherche, notre propre vision de la situation est exposée, sans cesse teintée par notre expérience de femme et de travailleuse sociale pendant dix ans dans un quartier ghetto d'une ville de province en France.

Nous aborderons dans un premier temps les changements conjoncturels des familles en situation de paupérisation pour dresser une typologie des stratégies familiales de survie. Notre seconde partie sera ciblée sur les rôles et fonctions des femmes dans ces changements et stratégies. Nous pourrions alors parler des savoir-faire féminins et de leur opérationnalisation familiale et sociale dans ce contexte. Notre questionnement touchera finalement la reconnaissance et la légitimité sociales données à ces savoir-faire, savoir-être, stratégies féminines et familiales dans le cadre d'une société qui se dit centrée sur les citoyennes et les citoyens.

Des familles en changement dans la crise

La famille se meurt, applaudissait-on dans les années 1980 ! Sauvegardons la famille, crient nos traditionalistes ! La famille est morte, vive la famille !, pourrait bien être le cri de ralliement des politiciennes et des politiciens québécois des années 1990 ! Mais, dans ces enjeux institutionnels, politiques et sociaux, les familles vivent des changements tant sur le plan macrosociologique (Mendras 1983) que sur le plan microsociologique, dans leur histoire quotidienne. Le changement de la famille n'est pas alors dû uniquement à l'impact des forces historiques et macrosociales mais au croisement, à l'interaction des stratégies multiples de nombreux acteurs et actrices. Si les membres des familles, femmes, hommes et enfants, jouent les premiers rôles dans ces changements, il paraît essentiel de ne pas oublier que l'évolution des phénomènes familiaux ne peut être considérée isolément. Toute analyse du

changement des familles doit alors prendre en considération ses interactions avec une société elle-même en évolution rapide (Dandurand, 1992 : 376).

Les stratégies individuelles et familiales de réaction à la pression sociale et aux contraintes environnementales (proches des « *coping strategies* » de Coverman (1990)) vont alors s'articuler avec les stratégies collectives de classes, de sexes et de générations. C'est dans cette imbrication sans cesse reconstruite et toujours menacée, en équilibre le plus souvent instable, que les familles d'aujourd'hui vont se réorganiser, trouver des modes de fonctionnement, des valeurs, des groupes de référence, des projets et des idéaux qui leur seront spécifiques. Cette spécificité-là, si elle est celle du changement, peut, selon l'analyse que l'on en fait, être une transition vers de nouvelles normes, une autre régulation sociale ou encore être celle de la marginalité, de la minorité, de l'exclusion.

La récession économique ou la « crise », présente en France depuis 1978, médiatisée dans les années 1980 comme ponctuelle et finalement présentée comme un nouvel ordre mondial depuis la dernière décennie (1990), va être un composant essentiel des contraintes qui pèsent sur les familles. Celles-ci s'orientaient tranquillement, dans le cadre de l'État-providence, vers un appui social qui permettait aux femmes de gagner le marché du travail, même si elles y étaient encore très défavorisées par rapport aux hommes. La montée puis l'installation d'un chômage endémique (trois millions de Françaises et de Français en 1992) vont toucher principalement les jeunes des deux sexes, les adultes, hommes et femmes, sans qualification et les hommes de plus de 45 ans issus de la classe ouvrière (Gougnet 1992). Dans le même temps l'instauration d'allocations pour le retour au foyer des mères de famille (prolongation et systématisation des allocations parentales) va, dans les représentations collectives, redonner aux hommes la position de seul pourvoyeur économique potentiel de la famille.

La valeur « travail » qui, elle aussi, s'émoissait, fortement accompagnée puis supplantée par la consommation et les loisirs, voit dans la crise sa prédominance renforcée et même accentuée. Le travail devient un privilège : c'est une question de chance, de destin : « il y a des élus, peu nombreux ! » disent les chômeurs interviewés en 1988. Le travail représente, dans les quartiers défavorisés où nous travaillons alors, le moyen unique à la fois de survivre, d'avoir accès à la consommation et aux loisirs mais aussi celui d'obtenir la reconnaissance sociale.

En dehors du statut acquis par l'homme, c'est ce même travail qui est cité par les femmes comme porteur de l'estime de soi familiale et de leur propre reconnaissance sociale (« Quand il travaillait, on avait une voiture, on était connus et respectés dans le quartier, maintenant, on n'est plus rien » ; « Mon fils, il ose pas écrire « au chômage », quand on lui demande la profession de son père à l'école »). Plus le travail devient aléatoire, précaire et parfois lointain, plus les familles le réclament comme un idéal de vie et plus les femmes y sont sensibles, non pas pour elles mais pour le conjoint qui est considéré alors comme la personne en « manque ».

Les femmes décrivent d'ailleurs parfaitement le processus de l'anomie tel qu'il est vécu par leur famille à travers le chômage prolongé de l'homme : elles parlent d'abord de lui, le chef de famille, qui perd peu à peu sa confiance en lui, qui entre en dépression, en crise à l'égard de la société et de lui-même. Puis elles parlent de la famille qui, perdant sur le plan matériel, gagne d'abord en relations

(« il est plus souvent là, il s'occupe des enfants, il m'aide à la maison ») et qui, peu à peu, voit l'isolement masculin la gagner, les réseaux se refermer, l'espace social habituel se resserrer (« On voyait des collègues, maintenant, c'est fini »), les références quotidiennes se dissoudre (« Avant, on soupaît dès qu'il rentrait du travail »). Elles parlent enfin d'elles-mêmes, de leur façon de se voir avant (« des ménagères, des femmes au foyer ») et après (« le moteur, le pilier de la famille, celle sur qui tous s'appuient »).

C'est alors qu'apparaît, dans les récits de ces femmes et de ces hommes marqués par la souffrance de l'exclusion, une lueur d'espoir. Femmes et hommes se retrouvent pour dire qu'après une longue période de chômage, deux ans, trois ans parfois, on sort de la dépression, on sort de l'isolement, on sort de la perte et de l'impuissance pour entrer dans « le changement, une autre façon de se voir et de voir le monde ». C'est alors que le travail traditionnel perd à la fois son sens et sa valeur. C'est alors que les stratégies de débrouillardise et de survie deviennent des valeurs et non plus seulement des moyens. Dans cette transformation-là, dans ce passage de « l'anomie à l'innovation ou à la subversion » (Duvignaud 1986), de l'exclusion à la participation, les femmes sont les forces motrices à la fois de leur couple, de leur famille et de leur groupe d'appartenance.

Nos recherches de 1988 et de 1990 nous ont permis de dégager trois grandes stratégies familiales qui réunissent des finalités de production et de reconnaissance sociale. La stratégie « maladie » est un moyen, pour la femme et l'homme ensemble, d'entrer dans un monde nouveau, celui des malades connus et reconnus socialement, ce qui va leur procurer à la fois des moyens d'existence (pensions, allocations) et des réseaux de légitimation (groupes de malades, de personnes recevant une pension, réseau des expertes et des experts médicaux). Ces couples deviennent alors eux-mêmes des experts du monde médical, sont connus comme tels dans leurs réseaux primaires et souvent consultés pour leurs connaissances des filières médicales.

La stratégie des petits boulots et de la débrouillardise constitue elle aussi une stratégie de couple qui, nous le verrons, va modifier à la fois les comportements, les relations et les représentations hommes/femmes. En particulier, cette stratégie repose sur les notions de liberté, de polyvalence et de productivité secondaire (non liée à un travail salarié directement productif : Veret (1979)) qui fondaient jusqu'alors le domaine des femmes et qui vont se trouver là au centre des apprentissages masculins. Il en sera de même pour la stratégie de la solidarité dans laquelle le service, la gratuité, l'échange, le réseau seront les modalités centrales de survie. Mais voyons plus avant comment ces femmes, en situation de paupérisation familiale, utilisent leurs atouts, leurs façons de faire et leurs savoirs pour survivre et peut-être... vivre autrement.

Les femmes, forces motrices dans les stratégies familiales de survie

Si les stratégies ont pour fonction essentielle de coordonner des actions, elles sont aussi une médiation entre le concret et des représentations conceptuelles aléatoires (Charnay 1973). En ce sens, les stratégies des familles en situation de grande précarité économique que nous avons étudiées vont se construire dans les contingences de l'exclusion et avoir pour finalité la survie matérielle et sociale à la fois de l'entité familiale et de chacun et de chacune de

ses membres. Elles vont être la rencontre, l'articulation entre les forces, le savoir-faire, les capitaux culturels et sociaux des différents membres de la famille, les faiblesses d'antan pouvant, dans le changement anémique, se transformer en potentiels, les comportements réactionnels en tactiques, la perte du statut passé en projection dans l'avenir d'une autre conception de sa famille et de soi-même. Dans cette rencontre conjoncturelle, les femmes vont être les porteuses d'avenir.

La première force des femmes est celle de leurs réseaux informels : dans les familles de chômeurs installées dans la pauvreté, après la première période d'isolement, les femmes voyaient leurs réseaux primaires habituels renforcés (famille élargie pour la moitié d'entre elles, voisines pour 50 p. 100 aussi, groupes plus formels du type associatif et revendicatif pour plus du tiers de l'échantillon) et, dans la moitié des cas, elles ouvraient ces réseaux à leur conjoint qui, avec elles, allait apprendre à y être connu, reconnu et à les utiliser pour des petits travaux, pour des services et échanges, pour des relations sociales. Les hommes, habitués à leur réseau de travail et de café, déplaçaient ainsi leurs espaces et références quotidiens pour construire des relations dans la communauté du quartier de la « grande famille ».

Par ailleurs, la moitié des femmes de notre échantillon s'ouvrait aussi à des réseaux nouveaux, que le conjoint les découvre avec elle ou qu'il se referme sur son statut dévalorisant de « sans emploi » (l'isolement masculin a été noté dans 9 cas sur 28, et la femme était alors toujours en situation d'« ouverture »). L'ouverture féminine s'effectuait elle aussi dans le cadre des petits boulots mais aussi dans celui de la solidarité. C'est ainsi que les femmes, refermées habituellement sur leur famille et leurs rôles ménagers, se trouvaient, dans cette situation de survie, en contact avec d'autres femmes qui vivaient ou avaient vécu cette précarité. Le centre médico-social, et principalement sa salle d'attente, devenait alors un lieu de rencontre et de discussion pour des femmes et des couples du quartier. Il naissait là des circuits de solidarité entretenus par ces femmes : on se prêtait de l'argent mais surtout des produits de première nécessité ; on y échangeait des savoirs sur les façons de se débrouiller avec les circuits de l'aide instituée (« Comment obtenir telle aide ? Vers quelle ressource se tourner quand on n'a plus rien à manger ? Comment obtenir des vêtements gratuits pour les enfants ? »).

Il apparaît finalement que lorsque les couples avaient, avant le chômage, des réseaux très différenciés mais denses, ils continuaient à les utiliser et à les élargir, chacun et chacune de son côté, après le chômage (petits boulots pour l'homme, solidarité avec la famille élargie pour la femme ou, encore, maladie pour l'homme, petits boulots pour la femme). Par contre, lorsque les réseaux masculins se restreignent, l'homme et la femme se retrouvent, utilisent et multiplient les réseaux féminins traditionnels, et ce, dans les trois grandes stratégies mentionnées plus haut. Cette utilisation se manifeste alors par des activités conjointes liées à la solidarité, à la productivité secondaire ou à la recherche d'un emploi.

L'étude des contrats d'insertion montre de même que, lorsqu'il est question de réseaux relationnels, ce sont les femmes qui s'engagent dans le contrat familial : en priorité, elles vont baser l'insertion de la famille sur les processus communautaires ou associatifs et ont pour fonction assignée d'entraîner le conjoint dans la démarche qu'elles entreprennent (un exemple de

contrat : « Madame R. s'engage pour sa famille à s'impliquer dans l'association Aide et services de la commune »).

Cet élargissement des réseaux féminins et leur partage avec le monde masculin ont un impact direct sur la façon dont les couples, hommes et femmes conjointement ou de manière différentielle, vont se représenter et occuper l'espace. La précarité économique et l'exclusion sociale entraînent une confusion des espaces dont les fonctions se multiplient et se combinent : l'espace de production (travail au noir) est aussi espace de relations (réseaux féminins), espace de déplacement (la production secondaire et la pluriactivité nécessitent une mobilité géographique tant pour l'homme que pour la femme) et espace de consommation (puisque la consommation se réduit à la survie quotidienne permise par le troc et les services rendus et reçus). Un participant, Pascal, parle ainsi d'une journée familiale : « On est allé tôt à l'agence pour l'emploi, puis ma femme a été voir l'assistante sociale pendant que je faisais la queue aux restaurants du cœur. Elle m'a rejoint pour passer au Secours catholique, on avait besoin de vestiaires pour les enfants, elle les connaît bien. Après, on est passé voir la voisine et elle m'a parlé d'un boulot pour le soir, des camions à décharger au marché de gros, alors quand les enfants sont rentrés de l'étude, on a soupé et j'y suis allé jusqu'à minuit. »

Les espaces hommes-femmes différenciés traditionnellement par le travail masculin et le foyer féminin se recoupent, se rencontrent et s'imbriquent dans le privé qui n'est plus seulement féminin et le public qui n'est plus seulement masculin. Femmes et hommes se déplacent beaucoup plus (la moitié de l'échantillon se déplace quotidiennement sur la totalité de l'aire géographique de la ville, soit 40 kilomètres carrés environ), beaucoup plus souvent (la moitié de l'échantillon a chaque jour des déplacements différents) et sur des lieux diversifiés (institutions du travail et du social, associations caritatives, famille élargie, réseau des petits boulots : les deux tiers de l'échantillon fréquentent quotidiennement plus de quatre lieux différents).

Cet espace parcouru va l'être individuellement dans des tactiques de couple visant à l'efficacité (par exemple, l'un va voir le travailleur social pendant que l'autre se rend à l'organisme d'aide à la recherche d'un emploi ; l'un va à la banque alimentaire pendant que l'autre parcourt les agences de ménage industriel) ou en couple, la tactique étant alors celle du soutien mutuel et du « on est plus fort à deux » (« Je l'accompagne à l'agence pour l'emploi, je l'aide à se défendre et puis je cherche pour moi en même temps ! », précise Évelyne).

Il est important de noter que les familles rencontrées ont atteint un tel seuil de pauvreté qu'aucune ne dispose de voiture. Cinq hommes ont un vélomoteur, six autres couples disposent d'une ou de deux bicyclettes, le transport en commun est leur principal moyen de déplacement, ce qui va accentuer l'énergie dépensée dans cette mobilité contrainte mais souvent vécue comme positive parce qu'elle est une activité qui permet un contrôle de l'environnement. L'espace parcouru devient alors, et de façon égale pour les femmes et pour les hommes, un moyen de lutter contre l'impuissance et la passivité.

Espace et temps vont être intimement liés, ces déplacements, cette mobilisation d'un espace élargi, jusqu'alors inconnu, venant rythmer un temps que les hommes privés de leurs repères habituels vont d'abord chercher à « occuper » pour se trouver ensuite en situation de « ne pas voir le temps passer » (un des couples interviewés venait voir la travailleuse sociale avec un agenda très rempli).

Si, selon Bourdieu (1981), les chômeurs de Marienthal (ouvriers en chômage de longue durée) vivaient leur temps libre comme temps mort, temps pour rien, temps vide de sens, notre recherche met en scène des chômeurs qui, après une longue période de deuil et de dépression (de un à deux ans), construisent des stratégies de découpage du temps leur permettant de retrouver une unicité et une histoire : ils redeviennent, dans la précarité, l'insécurité et la pluriactivité, capables de dire ce qu'ils feront demain, de raconter ce qu'ils ont fait hier et d'être « dans » le temps d'aujourd'hui.

Leurs femmes vont là encore être le catalyseur du changement : les ménagères ont toujours rythmé leur histoire par les temps des autres (l'école et les besoins des enfants, les repas et les retours du travail du conjoint), mais elles ont aussi su s'ouvrir des temps sociaux et les reconnaître comme prioritaires dans leur estime de soi. Ainsi, une recherche effectuée auprès des femmes au foyer dans le même quartier (Bodenès, Laaroussi et Peignon 1990) montrait que, pour elles, les seuls temps considérés comme occupés et valorisés à ce titre étaient les moments passés dans leurs réseaux relationnels (attentes aux sorties d'écoles, attente chez les médecins, café du matin ou du midi chez les voisines, après-midi passés au parc avec les jeunes enfants et des mères du quartier, etc.), le temps du foyer consacré au ménage ou à la préparation des repas (temps répétitif par excellence) se trouvant alors dévalorisé, temps « passif » ou finalement « temps mort ».

Ces temps « sociaux », temps de connaissance/reconnaissance, vont alors représenter pour elles l'outil essentiel qui va marquer, composer et reconstruire le temps familial. Le temps productif sera sans cesse porté par le temps relationnel : les petits boulots, trouvés par relations, vont le plus souvent s'effectuer tôt le matin ou tard le soir dans ces mêmes réseaux ; les services rendus, productifs à court terme, vont aussi dépendre de ces temps et espaces sociaux (quand le voisin est là, quand les institutions ont fermé leurs portes). Les femmes vont reconstruire temps et espace à la dimension de leur famille et de leur communauté ; elles vont entraîner leur homme dans cette reconstruction, et les repères familiaux vont finalement être constitués d'un assemblage à la fois disparate et articulé de références liées aux enfants, aux institutions et aux réseaux relationnels.

Ce sont ces références elles-mêmes qui vont devenir productives pour les familles étudiées : productives d'un minimum vital tant sur le plan matériel que sur celui de la reconnaissance sociale. Les femmes vont être en quelque sorte les planificatrices de ces nouveaux temps, de ces nouvelles références, et ce sont elles qui vont en faire des temps rentables que les hommes vont utiliser comme tels.

Dans cette gestion de l'anomie qui tend à l'innovation, les familles vont récupérer des valeurs traditionnelles de la culture ouvrière telles que l'économie, l'utilité, la commodité, le « faire soi-même » et les femmes qui, dans leurs foyers, ont continué à développer ces valeurs et à les opérationnaliser dans leurs comportements quotidiens vont être celles qui les transforment, les adaptent à la réalité de la précarité et leur donnent un sens familial nouveau. Là où l'avenir est incertain, où le projet est interdit, où demain est question de chance, elles vont, par la réutilisation de l'usager, par des « économies de bouts de chandelles », par la rentabilisation des comportements quotidiens (« tirer parti de tout », dit Martine), être celles qui tissent la continuité, l'unicité et la cohérence de la trajectoire familiale. C'est dans cette continuité-là que l'homme va reconstruire et

retrouver son identité, sa propre logique, qu'il va de nouveau être en contact avec la réalité et qu'il va user avec sa conjointe des stratégies efficaces de survie. Dans ces mêmes stratégies, la valeur traditionnelle de la solidarité va elle aussi être transformée, récupérée par les familles. Les femmes, par leurs réseaux et par leur « vocation relationnelle » (Spain, Hamel et Bédard 1991) vont instaurer, grâce à leur histoire quotidienne pour la survie familiale, des filières d'échange, de service, de don même, dans lesquelles leur conjoint va venir travailler avec ses savoirs et compétences propres.

Ces filières reprennent alors à leur compte et pour leur reconnaissance la valeur de la gratuité, portée culturellement par les femmes, dans leur don d'elles-mêmes à la famille et aux enfants. L'effort, lui-même, devient gratuit, non rentable, « pour le plaisir », disent les chômeurs et leurs femmes quasi ludique puisqu'il est en avant tout recherche de reconnaissance sociale mais non directement marchandable. Par la légitimation des comportements quotidiens qui ne rapportent pas d'argent, ces familles vont leur donner la valeur de la gratuité, du plaisir, du savoir pour le savoir, de l'être plus que de l'avoir et de la liberté d'action (« On n'a pas de patron sur le dos, on fait notre boulot comme on veut, quand on veut, on est libres ! ». Les familles en arrivent à se définir comme « pauvres mais non exploitées », marginales mais non exclues. On est bien, là dans les représentations traditionnelles des femmes-mères qui travaillent, à longueur de journée, sans tutelle présente, sous leur autocontrôle, pour le plaisir de faire plaisir. Mais cette même gratuité, cet « être en réseau » qui gomme l'« avoir impossible ») entrent ici dans une logique de rentabilité, de survie économique et sociale, de gestion de la précarité.

Cette gestion, au jour le jour, va s'éloigner de la planification des classes ouvrières et moyennes (consommation gérée à crédit, importance des loisirs et des vacances) pour suivre l'axe de débrouillardise : consommation minimale en rapport avec la gestion étatisée de la pauvreté (banques alimentaires, aides diverses, revenu minimum d'insertion) et pointes consommatoires autour des jeux de hasard et de la superstition. La plupart de ces familles sont de grandes consommatrices de loto, tiercé et autres jeux mais aussi de consultations chez des voyantes, mages, guérisseurs divers. Elles se donnent ainsi l'impression d'être à égalité avec les autres : la chance, le destin peuvent, là, jouer en leur faveur. Si les hommes et femmes se retrouvent à égalité et souvent ensemble, dans cette consommation d'un objet de luxe, l'espoir, ce sont les femmes qui vont être, quotidiennement, les gestionnaires de cette double logique du « moins et du plus ». Ce sont elles qui vont rythmer le quotidien par l'attente des chèques des allocations familiales ou de l'aide sociale, et elles encore qui, portant les folies familiales, achèteront des fraises en mars ou trois billets de loterie à la fin du mois quand leur porte-monnaie est vide !

Les conjoints, perdant leur rôle de pourvoyeur, gagnent dans leur connaissance des mécanismes de gestion domestique... Si, dans ces familles, il n'y a pas de budget écrit, il y a des références féminines (le moment où arrive la facture d'électricité, jusqu'où peut-on reculer le règlement du loyer, comment obtenir un nouveau délai de l'huissier) qui vont être partagées avec les hommes afin que les démarches vers l'extérieur puissent être conjointes.

Cette gestion de la précarité nous conduit dès lors aux notions de la pluriactivité et de polyvalence tant féminines que masculines. Là encore, la voie est montée par les femmes et partagée par l'ensemble familial. Il va s'agir d'une diversification des activités de chacun et chacune tant dans un sens productif

que dans les loisirs, les rapports familiaux, les relations de voisinage ou les démarches vers les institutions. Si, dans cette diversification, les femmes mettent en œuvre tous les savoirs acquis dans l'ombre (faire des tricots, échanger des vêtements, aller au moins cher, utiliser les bonnes ressources), elles participent aussi à la production primaire, jusqu'alors exclusivité masculine, puisqu'elles entrent sur le marché des petits boulots (15 femmes sur 28). Il est intéressant de constater que, dans notre échantillon, c'est le plus souvent les femmes qui sont nominativement détentrices de l'emploi (ménage pour les HLM, distribution de journaux) et que c'est leur homme, non reconnu par l'employeur, qui vient donner « le coup de main ».

Si, pour l'employeur, il s'agit, bien sûr, de sous-payer la main-d'œuvre féminine, nous pouvons cependant constater l'impact de cette politique sur les familles : les hommes entrent dans l'invisible et ont à y faire leurs preuves ; les femmes en sortent et démontrent au grand jour l'efficacité de leurs savoir-faire. Ainsi, la pluriactivité, toute tournée vers l'extérieur et la survie, permet à l'homme et à la femme de sortir des rôles traditionnels de pourvoyance masculine et de vocation maternelle, pour entrer dans des stratégies de couple et même de famille, les enfants y participant effectivement. Ce qui est alors mesuré par ces familles, c'est non seulement le produit financier de la pluriactivité, mais aussi l'énergie dépensée pour le bien-être collectif (« On n'arrête pas. On s'y met tous, mais on s'en sort », dit Jacqueline).

Les rôles et les fonctions traditionnels se déconstruisent, mais des façons d'être, de faire et de comprendre se reconstruisent dans des rapports sociaux qui se définissent moins comme des rapports de sexes ou de générations, plus comme des rapports de groupes (le couple, la famille, la communauté des sans-emploi, le quartier ghetto, ceux et celles qui sont exclus de la consommation, etc.).

Sortant des complémentarités et des dépendances hommes/femmes traditionnelles, la pauvreté va mettre en œuvre d'autres fonctionnements dont les femmes vont être des bénéficiaires potentielles. En effet, l'économie et la production familiale deviennent invisibles, informelles, marginales, alors que les femmes y tiennent des rôles visibles et reconnus par les hommes de la communauté. Leurs savoir-faire et valeurs traditionnelles, non reconnus socialement, se trouvent être les moteurs de la survie familiale. La nouvelle opérationnalisation qu'en font les familles et les couples est au centre des stratégies visant à la légitimation sociale des modes de vie dit marginaux.

Les hommes se découvrent, dans ces « *coping strategies* » nouvelle manière, les apprentis de leur conjointe. Une fois reconnue l'efficacité de cette débrouillardise dans la situation d'« anomie familiale », c'est le couple qui va s'en servir pour construire de nouveaux repères, d'autres normes, des savoirs supplémentaires et pour les faire reconnaître.

En effet, plus les familles s'installent dans la précarité, plus le monde classique du travail masculin perd son sens de référence sociale, plus les dimensions familiales et communautaires deviennent les échelles sur lesquelles se mesurent les nouvelles façons de s'organiser, de se reconnaître, de s'identifier et de s'estimer. À long terme, ces stratégies de réaction à l'exclusion économique et sociale semblent en effet se renforcer ; les conjoints s'affirment dans leurs rôles nouveaux et repartagés et se donnent le statut social de « résistants à l'exclusion ».

Vers une nouvelle gestion des paradoxes ?

L'exclusion économique du conjoint place ainsi les femmes dans un double paradoxe :

- celui de l'exclusion sociale et de l'invisibilisation de leur famille *versus* la visibilité et la valorisation nouvelles des habiletés et savoir-faire féminins,
- celui de la marginalisation subie par les hommes chômeurs *versus* l'originalité et l'innovation sociale revendiquées par leur femme.

Sans cesse confrontées aux paradoxes de leur vie quotidienne, les femmes savent là encore mettre en œuvre des stratégies souvent individuelles qui leur permettent, d'une part, de ne pas sombrer dans la détresse et la perte identitaire, d'autre part, d'entraîner avec elles leur famille dans la survie quotidienne et dans la découverte de nouvelles références. Porteuses de changement micro social, les stratégies de défense féminines deviennent alors stratégies familiales de survie sociale.

La pauvreté, l'exclusion du marché du travail et de la consommation permettent ainsi à nos ouvrières de l'invisible, de porter au grand jour, de renforcer et de faire partager leurs habiletés acquises dans l'informel de leur condition féminine. Ces savoirs se mettent à l'œuvre, se construisent et se développent pour lutter contre les contraintes sociales qui les ont mis en lumière : les stratégies familiales s'adaptant dans la lutte pour la vie au jour le jour, dans la défense d'une identité, d'une estime de soi et d'un statut pour la famille, dans l'objectif d'un avenir meilleur où la citoyenneté ne sera pas seulement l'attribut des plus riches ou de ceux et celles qui sont sur le marché de l'emploi.

Nous posons ainsi l'hypothèse que les stratégies de lien et de médiation des femmes (dans la famille, le voisinage, les réseaux) peuvent, dans la conjoncture de crise économique, passer du privé au public, de l'intimité à la scène sociale, de l'indicible à l'expression collective. Cependant, si les femmes et leurs familles construisent ainsi une nouvelle réarticulation des sphères privé/public, formel/informel, économique/relationnel, le problème essentiel qui reste posé est celui de la reconnaissance et de la prise en considération de ce changement.

Tant que les sociétés occidentales, leurs politiques, leurs budgets et leurs analyses scientifiques fermeront les yeux sur ce changement au quotidien, sur ces reconstructions des rapports de sexes et de classes, sur ces savoir-faire et stratégies de la base, il semble bien que les orientations et les interventions ne pourront être que ponctuelles, ciblées sur des problématiques étroites et restrictives plutôt que sur des besoins réels.

C'est un changement global et irréversible dans les façons de lire la réalité sociale qui s'avère indispensable. Seul ce changement pourra donner un sens, une légitimité et une efficacité à la lutte que mènent ces femmes et ces familles. Peut-être alors pourra-t-on parler globalement de la promotion des femmes, des familles et des personnes exclues sur le plan économique !

Michèle Vatz Laaroussi
Département de service social
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

RÉFÉRENCES

AIDE À TOUTE DÉTRESSE QUART MONDE

1986 *Cahiers du Quart Monde. Aide à toute détresse*. Paris, ATD quart monde.

BODENÈS, O., M.F. Peignon et M. Vatz Laaroussi

1990 « Recherche sur les femmes au foyer du Sanitas ». Tours, DPAS Indre et Loire, non publié.

BOUCHARD, C.

1991 *Un Québec fou de ses enfant*. Montréal, Rapport du Gouvernement du Québec.

BOUQUET, B.

1992 « L'accompagnement professionnel », *Revue Projet*, 3 : 20-32.

BOURDIEU, P.

1981 « Préface », in P. Lazarsfeld, M. Jahoda et H. Zeisel, *Les chômeurs de Marienthal*. Paris., Éditions Minit.

CAMILLERI, C.

1990 *Stratégies identitaires*. Paris, PUF.

CHARNAY, J.P.

1973 *Essai général de stratégie*. Paris, Champ libre.

COVERMAN, S.

1990 « Role Overload, Role Conflict and Stress : Adressing Consequences of Multiple Role Demands », *Social Forces*, 67, 4 : 965-982

CROZIER, S.

1980 *L'acteur et le système*. Paris, Seuil.

DANDURAND, R.B.

1992 « La famille n'est pas une île : changements de société et parcours de vie familiale », in G. Daigle, *Le Québec en jeu*. Montréal, PUM : 357-383.

DUVIGNAUD, J.

1986 *Anomie : hérésie et subversion*. Paris, Seuil.

GOUQUET, J.J.

1992 « L'intervention de réseaux : le point de vue d'un économiste », in *L'intervention de réseaux : 20 ans d'expérience*. Limoges, ARPE : 137-153.

KNIBIEHLER, Y. et al.

1992 *Des français au Maroc*. Paris, Denoel.

LENOIR, R.

1980 *Les exclus*. Paris, PUF.

MENDRAS, H.

1983 *Le changement social : tendances et paradigmes*. Paris, Armand Colin.

MINCES, J.

1980 *Les femmes algériennes*. Paris, Seuil.

RAPPORT INTERMINISTÉRIEL D'ÉVALUATION POUR LE REVENU MINIMUM
D'INSERTION

1988 Document interministériel interne. Paris.

SALE, I.

1987 *Les femmes palestiniennes*. Tours, Université François Rabelais, Thèse de doctorat en sociologie.

SEGALEN, M.

1984 *Histoire de la famille*. Paris, Armand Colin, 2 vol.

SPAIN, A., S. Hamel et L. Bédard

1991 « La dimension relationnelle de l'identité, composante essentielle du développement vocationnel féminin », *Revue canadienne de counseling*, 25, 4 : 531-541.

VATZ LAAROUSSI, M.

1988 *Les chômeurs de longue durée : acteurs ou exclus ?* Tours, Université de Tours, Rapport de maîtrise de sociologie.

VATZ LAAROUSSI, M. et P. Nègre

1990 *RMI : la mise en place des contrats d'insertion*. Tours, LERFAS.

VERET, M.

1979 *L'ouvrier français*. Paris, Armand Colin, Collection U.